AT Établissement d’un Centre de Compétences sur les Changements Climatiques à Madagascar (4CLIMATE)



Rapport de mission de démarrage

Rapport provisoire

Juillet 2017

En collaboration avec :

Table des matières

Introduction 1

1 Initiatives en cours 2

1.1 WWF 2

1.2 Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES) 3

1.3 USAID 3

1.4 GIZ 4

1.5 AFD 5

1.6 GTCC 5

1.7 CNCC 6

1.8 GLOBE 6

1.9 DGM 6

1.10 Tany Meva 7

1.11 Direction de l’enseignement scientifique 7

1.12 Chambre d’agriculture et réseau SOA 8

1.13 PNUD 8

1.14 Université d’Antananarivo 8

1.15 Direction appui aux OP du monde rural 9

2 Secteurs, cibles et besoins pré-identifiés 11

3 Réflexions préléminaires sur le montage institutionnel et organisationnel 13

4 Recommandations 14

Annexe I Calendrier de mission et liste des personnes rencontrées 16

Liste des tableaux

[Tableau 1 – Cibles et besoins pré-identifiés 11](#_Toc488142786)

ABRéVIATIONS

|  |  |
| --- | --- |
| 4CLIMATE | Centre de Compétences sur les Changements Climatiques |
| ABC | Agroécologie, Biodiversité et Climat |
| ACT | Agriculture Climate Change Transition |
| AP | Aires protégées |
| ARES | Académie de recherche et d’enseignement supérieur |
| AT | Assistance technique |
| ATLAS | Climate Change Adaptation, Thought, Leadership and Assessments |
| BNCCC | Bureau National de Coordination des Changements Climatiques |
| CAMPA | Climate Adaptation Methodology for Protected Areas |
| CC | Changements climatiques |
| CCNUCC | Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques |
| CEPF | Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques |
| CIDST | Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique |
| CNCC | Comité National sur les Changements Climatiques |
| COBA | Communautés de Base |
| COP | Conférences des parties |
| CSA | Centres de Services Agricoles |
| DD | Développement durable |
| DGM | Direction générale de la météorologie |
| ENAM | Ecole Nationale d’Administration de Madagascar |
| EPIC | Établissement public à caractère industriel et commercial |
| ESSA | Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques |
| FES | Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung |
| FCCM | Fonds Communautaire Carbone de Makira |
| FDA | Fonds de développement agricole |
| FFEM | Fonds français pour l'environnement mondial |
| FISP | Facilité d'innovation pour le secteur privé |
| FRDA | Fonds régionaux de développement agricole |
| GLOBE | Global Learning and Observation to Benefit the Environment |
| GRE | Groupe de réflexion énergétique |
| GSDM | Groupement Semis Direct de Madagascar |
| GTCC | Groupe technique Changements Climatiques |
| IMATEP | Institut Malgache des Techniques de Planification |
| INDDL | Institut National de la Décentralisation et du Développement Local |
| ISSEDD | Institut Supérieur des Sciences, Environnement et Développement Durable |
| MEEF | Ministère de l’Environnement, de l’Écologie et des Forêts |
| MRHP | Ministère des Ressources Marines et de la Pêche |
| ONE | Office National pour l’Environnement |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| OPF | Organisation paysanne faitière |
| PAPAM | Projet d’appui à la productivité agricole à Madagascar |
| PEER | Programme Environnemental et de Recherche |
| PHCF | Projet Holistique de Conservation des Forêts |
| PNLCC | Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques |
| PRCCC | Renforcement des conditions et capacités d’adaptation durable aux changements climatiques |
| PSE | Plan Sectoriel de l’Éducation |
| REPC | Réseau d'Éducateurs Professionnels pour la Conservation |
| RIT | Équipe régionale de mise en œuvre (Regional Implementation Team) |
| UE | Unité d’enseignement |
| USFS | US Forest Service |

Introduction

À la suite de la transmission et de l’approbation de la note de démarrage relatives à l’assistance technique (AT) pour la mise en place d’un Centre de Compétences sur les Changements Climatiques (4CLIMATE) à Madagascar, le chef d’équipe, accompagné des experts nationaux, a effectué une mission de démarrage d’une semaine, du mardi 27 juin au mardi 4 juillet 2017. Cette mission a été l’occasion de rencontrer et d’échanger avec les principales parties prenantes à l’échelle nationale pour la création du Centre, y compris l’organisation non gouvernementale (ONG) Maharitra et le Ministère de l’Environnement, de l’Écologie et des Forêts (MEEF). Le programme de mission ainsi que la liste des acteurs rencontrés sont présentés à l’annexe 1.

L’équipe a réalisé une série d’entrevues avec les organismes ciblés pour présenter l’approche proposée de même que l’échéancier, en plus d’analyser les réussites et les défis rencontrés par les initiatives en cours.

Cette première mission a également permis d’initier les discussions et de prédéfinir les besoins propres au plan national en ce qui a trait à la formation sur les changements climatiques, les attentes des différents acteurs quant à la portée du Centre, les bénéficiaires potentiels, le type de formation ou encore la couverture thématique.

Ce rapport présente les éléments propres à chaque acteur rencontré quant aux initiatives en cours, aux secteurs et aux priorités prédéfinies, ainsi que les premières réflexions sur le montage institutionnel et organisationnel et les recommandations des différents partenaires pour la suite de l’AT.

1. Initiatives en cours

Cette partie présente de façon sommaire les différentes initiatives en cours pertinentes pour la création du centre 4CLIMATE chez les différents partenaires. Les éléments sont présentés selon l’ordre chronologique des rencontres.

* 1. WWF
* Le WWF met plus l’accent sur l’adaptation aux changements climatiques (CC), car cet enjeu est étroitement lié à leurs priorités sur la conservation de la biodiversité. Il met également l’accent sur le renforcement des capacités des intervenants locaux.
* Concernant l’atténuation, le WWF dispose d’un programme énergie dans le cadre duquel elle promeut les énergies renouvelables en périphérie des aires protégées (AP). En partenariat avec l’ONG indienne *Barefoot College*, une vingtaine de femmes ont été formées en Inde depuis 2012 sur les systèmes solaires et ont reçu de l’équipement. Ce partenariat devrait déboucher sur la mise en place d’un Centre de formation sur l’électrification rurale, en partenariat avec le Ministère de l’Energie.
* Centre de formation sur l’électrification rurale :
  + Le site où le futur centre sera installé a été choisi.
  + Les plans pour la construction ont été élaborés et la structure institutionnelle définie. Le centre aura un statut d’ONG avec un conseil d’administration constitué de WWF, du *Barefoot College*, du Madagascar National Park et de l’ONG JKM, ainsi que d’un comité de pilotage ayant un rôle de supervision, lequel sera présidé par le Ministère de l’Energie et qui comprendra également quatre femmes déjà formées en Inde.
  + Ce centre sera créé grâce à l’expérience de l’ONG *Barefoot College* en Inde; les cursus de formation seront donc inspirés de leur centre de formation similaire en Inde. La cible sera des femmes issues du milieu rural et d’âge mûr. Le centre dispensera des formations continues pendant six mois. Il est prévu de former environ 700 femmes sur cinq ans.
  + Un consultant travaille actuellement sur le modèle économique du Centre qui vise l’autofinancement au bout de 10 ans. Le WWF et le Ministère de l’Energie sont au stade de la collecte de fonds pour financer la mise en place du Centre.
* Le WWF est active dans le domaine de l’adaptation depuis environ une dizaine d’années. L’ONG a réalisé du renforcement des capacités à l’échelle locale et nationale en organisant des ateliers de formation destinés essentiellement à des acteurs de la conservation et de la gestion des AP. Un cours en ligne sur l’adaptation existe notamment sur le site web de la WWF. En complément, 13 études de vulnérabilité ont été réalisées en périphérie d’AP et des actions pilotes d’adaptation ont été appuyées et mises en œuvre. Le WWF a adopté depuis 2012 une approche paysage qui cible quatre paysages en particulier. Le WWF utilise l’outil CAMPA (Climate Adaptation Methodology for Protected Areas) pour permettre l’intégration de l’adaptation dans les plans d’aménagement et de gestion des aires protégées.
  1. Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
* La FES a un partenariat depuis 2014-2015 avec le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCCC). La fondation accompagne notamment la délégation nationale dans le cadre des Conférences des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle appuie logistiquement l’organisation des réunions de préparation des positions des acteurs malgaches pour les COP et a récemment réalisé des formations à destination des négociateurs malgaches. Elle a par ailleurs financé la participation de deux personnes aux COP 21 et 22.
* La FES finance un nouveau programme de formation sur les changements climatiques à destination des jeunes : le Youth Leadership Training Program.



* Quatre sessions de formation seront organisées en 2017 (deux ont été déjà eu lieu). Ces formations visent à fournir des bases théoriques sur les CC et des bases sur les aspects de leadership. Vingt personnes suivent les formations, âgées entre de 21 à 29 ans (les deux tiers proviennent de Tana et l’autre tiers des provinces).Ce programme est financé par la BMZ. Il devrait s’inscrire dans la durabilité et être renouvelé chaque année. La FES recrute des formateurs ponctuellement et organise les formations dans des salles louées. Un partenariat pourrait être envisageable dans ce cadre avec le Centre de Compétences sur les Changements Climatiques à Madagascar (4Climate), par exemple pour que le 4CLIMATE héberge leurs formations.
* La FES compte également un programme sur l’industrialisation verte et organise dans ce cadre des conférences sur ce sujet et participe à l’élaboration de la politique de développement industriel de Madagascar.
  1. USAID
* USAID finance actuellement deux projets axés sur la conservation : i) Hay Tao (« savoir-faire ») qui vise à accompagner les partenaires de développement, dont le MEEF et le Ministère des Ressources Marines et de la Pêche (MRHP), à améliorer les conditions et les cadres stratégiques qui favorisent une meilleure gestion des ressources de la biodiversité, une sécurisation renforcée de la gestion des ressources naturelles et un engagement efficace de la société civile; ii) Mikajy (« prendre soin de ») qui travaillera à réduire les menaces qui pèsent contre les zones protégées ciblées et les écosystèmes à forte valeur de biodiversité grâce à une meilleure gestion, à de meilleures possibilités économiques, à un meilleur accès aux services sociaux, mais aussi grâce à un appui pour la gestion des ressources naturelles et les droits de propriété.
* Un projet global sur l’adaptation financé par USAID ciblera également Madagascar : ATLAS (Climate Change Adaptation, Thought, Leadership and Assessments) qui est axé plus précisément sur l’Afrique de l’Est. USAID travaille actuellement avec le bureau d’étude Chemonics dans le cadre de ce projet, qui est actuellement à la phase de la mission exploratrice pour identifier les points d’entrées d’adaptation potentiel en milieu urbain. Une analyse SWOT des capacités des autorités communales sera réalisée (visant notamment les aspects du budget, des ressources humaines et de l’équipement). Cette première phase ciblera les villes d’Antananarivo, de Tsiombe et de Tulear, qui correspondent aux zones d’intervention d’USAID. Chemonics devraient effectuer une seconde mission au courant de septembre 2017 et il serait donc intéressant que la mission prévue en septembre dans le cadre de cette AT au 4CLIMATE puisse rencontrer cette mission de Chemonics.
* USAID finance deux autres projets sur les questions de conservation et de gestion forestière : i) le Programme Environnemental et de Recherche (PEER) qui vise à inciter les chercheurs malgaches à travailler sur les questions de conservation de la biodiversité en partenariat avec des chercheurs d’universités américaines; ii) le projet USFS (US Forest Service) qui apportera un appui au bureau REDD+ et au BNCCC sur le calcul des capacités de séquestration du carbone par les mangroves (document de projet en cours de préparation).
  1. GIZ
* La GIZ met en œuvre le projet de Renforcement des conditions et capacités d’adaptation durable aux changements climatiques (PRCCC), en partenariat avec le MEEF et l’Office National pour l’Environnement (ONE). Ce projet vise à renforcer les capacités d’adaptation durable au changement climatique dans trois régions de Madagascar (Analamanga, Diana et Boeny). Dans le cadre du premier volet du projet, le projet va appuyer l’opérationnalisation de la Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques par l’élaboration d’un plan national d’adaptation (PNA). Il appuiera également l’intégration des aspects d’adaptation aux changements climatiques dans les secteurs les plus touchés tels que l’agriculture. L’appui aux mécanismes de concertation et de collaboration entre tous les acteurs sera également intégré dans ce volet. Dans son deuxième volet, le projet mettra l’accent sur la mise à disposition des informations pertinentes telles que les données climatologiques et les scénarios de vulnérabilités des secteurs et personnes. L’appui aux institutions de formation et d’éducation sera assuré pour intégrer les informations et données des changements climatiques dans les curricula et dans les modules de formations à tous les niveaux. Dans le troisième volet, le projet appuiera des communes vulnérables pour l’établissement de leur schéma d’aménagement communal et facilitera la mise en œuvre des mesures concrètes d’adaptation.



* Dans le cadre de ce projet, en ce qui concerne les modules et les outils de formation en matière de changements climatiques, une analyse des besoins de formation pour l’adaptation aux changements climatiques et des institutions de formation existantes va être menée très prochainement par un bureau d’étude ou une association engagée par le PRCCC. Ainsi, il est entre autres prévu d’inventorier les institutions, structures, centres de formation, universités et formateurs existants, à l’échelle communale, régionale et nationale dans les trois zones d’intervention du PRCCC ainsi que dans les six autres régions priorisées en fonction des types de bénéficiaires identifiés, qui sont capables de dispenser des formations sur diverses thématiques de l’ACC.
  1. AFD
* L’AFD finance dans le secteur de la conservation et de la gestion des ressources naturelles deux projets : le PHCF et le PAPAM.
* Le Projet Holistique de Conservation des Forêts (PHCF) est mis en œuvre par l’ONG Etc Terra. Il comporte trois axes d’intervention : i) la conservation des forêts, exécuté en partenariat avec le WWF; ii) la diffusion de pratiques agricoles de rechange, exécuté en partenariat avec Agrisud; iii) la capitalisation sur le stockage du carbone. Il existe au sein de ce projet un fort enjeu de sensibilisation auprès des Communautés de Base (COBA) qui est actuellement réalisé par les ONG, mais qui pourrait être pensé autrement si le Centre voyait le jour.
* Le Projet d’appui à la productivité agricole à Madagascar (PAPAM) comporte deux volets principaux : i) la diffusion de pratiques agroécologiques grâce au Groupement Semis Direct de Madagascar (GSDM), au SDMad et à Agrisud. Les régions d’intervention sont Vitovavy-Fitovinany, le lac Alaotra et Ambatondrazaka, et en périphérie d’Antsirabe. La riziculture, le maraichage et la pêche sont les secteur directement ciblés; ii) appui aux Centres de Services Agricoles (CSA) par l’embauche d’un assistant technique auprès du Fonds de Développement Agricole (FDA) qui doit appuyer les Fonds régionaux de développement agricole (FRDA) qui financeront les CSA.
* Un autre projet est en cours d’instruction sur la thématique de la résilience urbaine et de la gestion des inondations dans le Grand Tana.
  1. GTCC
* Le Groupe technique Changements Climatiques (GTCC) est coprésidé actuellement par le WWF et la Direction générale de la météorologie (DGM). L’ONG Maharitra assure le secrétariat permanent pour deux ans. Une cartographie des acteurs, de leur expertise et de leurs interventions depuis 2012 est actuellement en cours et devra être récupérée auprès du GTCC.
* Le GTCC est actuellement en pleine réforme et deviendra une plateforme mixte, tout en conservant un statut informel afin de faciliter son fonctionnement.
  1. CNCC
* Le Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC) a été créé par décret en novembre 2014. Il regroupe les différents ministères sectoriels dans le but de renforcer la coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques (PNLCC).

 

* 1. GLOBE
* Financé par la NASA, le Global Learning and Observation to Benefit the Environment (GLOBE) est un programme international éducatif sur les sciences de l’environnement. Il vise à promouvoir l’enseignement et l’apprentissage de la science, améliorer la réussite scolaire et promouvoir la découverte scientifique. À Madagascar, 30 établissements scolaires sont partenaires (niveaux primaire et secondaire). Les étudiants de ces établissements collectent des données sur le climat et les transmettent à un processus centralisé de données via Internet. Ils reçoivent en retour des images vives composées de leurs données et de celles des autres écoles du GLOBE à travers le monde. À la réception de ces données, les élèves mènent des mini recherches participatives dans un but d’éducation et de recherche.
* Les enseignants des écoles partenaires GLOBE sont censés bénéficier chaque année d’une formation de recyclage. La dernière formation de trois jours date de 2016 et a ciblé 12 écoles à Diego. GLOBE dispose d’une équipe de trois formateurs qui ont été formés par les équipes du GLOBE à l’international, et dispose de supports de formation.
* À l’échelle nationale, les curricula scolaires pour le primaire et le secondaire devraient être révisés d’ici 2020 pour y intégrer les dimensions développement durable (DD) et CC.
  1. DGM
* La Direction Générale de la Météorologie comporte trois directions distinctes : la Direction de la recherche et le développement hydrométéorologique chargée des prévisions saisonnières, la Direction de l’exploitation météorologique chargée des prévisions journalières et la Direction générale.
* La DGM pourrait travailler en partenariat avec 4Climate en présentant ses services et en formant les intervenants sur i) les prévisions météorologiques; ii) les informations disponibles et leur traitement; iii) les outils d’aide à la décision.
  1. Tany Meva
* Tany Meva est un partenaire actif au sein du GTCC. La Fondation dispose de plusieurs initiatives en cours, dont le rôle d’équipe régionale de mise en œuvre (RIT) pour le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF), la gestion du Fonds Communautaire Carbone de Makira (FCCM) constitué par la moitié des revenus de vente de crédits de séquestration de carbone par déforestation évitée à Makira, la mise en place de quatre centrales hydroélectriques sur financement UE (pico-centrale) et des activités de sensibilisation et de conscientisation environnementale sur financement propre.
* Tany Meva dispose d’un centre de documentation et d’information sur les changements climatiques à Tulear (Tahala Meva). Ce Centre dispose d’une autonomie de gestion de ses propres locaux. Il sert également de Bureau régional de la Fondation. Cependant, son attractivité et sa fréquentation par les populations locales de Tulear semblent actuellement limitées en raison notamment de sa localisation et de son accessibilité.
* Par ailleurs, chaque année, la Fondation lance un appel à projets pour appuyer les communautés scolaires et universitaires titulaires de projets visant à développer le réflexe environnemental positif et responsable chez les citoyens. Depuis son lancement, le programme EDENA a appuyé plus de 500 établissements d’enseignement publics et privés, permettant à 33 000 élèves et étudiants de visiter 24 aires protégées du pays et de réaliser des activités en faveur de l’environnement au sein de leurs établissements.
  1. Direction de l’enseignement scientifique
* 4CLIMATE doit se référer au Plan directeur environnement et changements climatiques, ainsi qu’au Plan directeur agriculture et sécurité alimentaire. Documents à récupérer.
* Le problème de l’enseignement scientifique et de la recherche réside dans l’accessibilité des résultats auprès des bénéficiaires sur le terrain. Il faut concevoir des outils didactiques qui permettent de traduire ces résultats sur le terrain.
* Le Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique (CIDST) est associé au Ministère de l’Education Nationale et de la Recherche Scientifique. Il s’agit d’un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) qui a pour objectif d’améliorer la circulation et la diffusion de l’information scientifique et technique relative aux résultats de la recherche nationale et internationale ainsi que d’assurer des cycles de formation pour une meilleure gestion de l’information et pour le renforcement de capacité des professionnels. 4CLIMATE devra donc capitaliser sur cet existant et s’orienter davantage sur des actions de sensibilisation sur le climat plutôt que sur des actions de diffusion d’information scientifique sur le sujet, ou alors en relais au CIDST.
* Si le Centre souhaite dispenser des formations diplômantes, il faudra des habilitations délivrées par l’Enseignement supérieur et le Comité national d’habilitation, ce qui peut être relativement contraignant.
* 4CLIMATE pourrait être un centre d’incubation d’idées, de réflexion pour stimuler les idées novatrices, en organisation des universités d’été, par exemple.
  1. Chambre d’agriculture et réseau SOA
* Le réseau SOA est une organisation paysanne faitière (OPF). Elle intervient dans 13 régions et organise des formations et appuie l’installation de jeunes agriculteurs. La formation initiale concerne environ 25 jeunes par année (âgés de 15 à 20 ans) et comporte environ 1 080 heures de cours sur les thèmes de l’agriculture et de l’élevage. Les techniciens de l’agriculture et de l’élevage sont associés aux formations. Ces techniciens, ainsi que ceux de l’OPF, pourraient bénéficier de sessions de recyclage par 4CLIMATE.
  1. PNUD
* Le MEEF a pour ambition de rénover son centre de formation à Angavokely, dont le plan de gestion a été présenté lors d’un atelier participatif organisé en avril 2017. Ce plan de gestion précise le statut juridique du centre, le plan de mise en œuvre de la formation, les besoins sur le plan des ressources humaines, des finances et de la logistique. Ce centre de formation dispense des formations pour les techniciens forestiers spécialisés du MEEF. Il conviendra donc de trouver une collaboration entre cette école forestière et 4CLIMATE.
* Le PNUD a déposé un dossier auprès du Fonds vert pour le climat pour appuyer l’élaboration du PAN, en collaboration avec la GIZ.
* Le PNUD dispose de locaux qui pourraient être mis à disposition pour dispenser des formations.
  1. Université d’Antananarivo
* Plusieurs formations diplômantes intègrent des notions et des éléments relatifs aux changements climatiques, mais ces initiatives demeurent relativement disparates pour le moment. Il n’existe pas de directive précise sur l’intégration de la dimension CC dans les programmes.
* La Stratégie nationale de l’enseignement supérieur vient tout juste d’être approuvée, ainsi que le Plan Sectoriel de l’Éducation (PSE) qui vise la période 2019-2024.
* L’Université dispose d’un master en Agroécologie, Biodiversité et Climat (ABC) : <https://261abc.wordpress.com/>. La première promotion sera diplômée cette année. Il s’agit d’un master de deux ans qui présente les unités d’enseignement suivantes : i) les systèmes agraires et la gestion des ressources naturelles (GRN); ii) les effets, controverses et modèles par rapport aux CC; iii) société, gouvernance et politique face aux CC; iv) réponses aux CC : adaptation et atténuation; v) économie et société; marché carbone. Ce master est mis en œuvre en partenariat avec le programme de formation européen de Master ACT (Agriculture Climate Change Transition). Il est hébergé par l’Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA) qui est disposée, le cas échéant, à héberger 4CLIMATE.
* Autres formations diplômantes de l’Université :
  + Faculté de géographie : quelques modules traitent succinctement de cette thématique (p. ex. structure, mouvement et atmosphère), mais il n’y a pas directement d’enseignement théorique sur cet aspect;
  + Faculté des sciences : au sein du Département de biologie et écologie végétale, une unité d’enseignement (UE) en M1 traite des sciences de l’environnement, des conventions internationales sur les CC et du développement durable (50 heures au sein du tronc commun);
  + Faculté des sciences : au sein du Département de biologie animale, une UE au sein du master en biologie de la conservation animale comporte environ 20 h de cours qui aborde les CC;
  + Laboratoire radio-isotope : plus axé sur les activités de recherche, mais intervient au sein du master ABC; dispose d’une unité de recherche sur les sols et les CC (stockage de carbone, etc.); organise une école thématique d’une semaine pour les professionnels sur l’importance du sol pour les CC.
* Voir autres initiatives potentielles dans d’autres villes de Madagascar et notamment l’Institut Supérieur des Sciences, Environnement et Développement durable (ISSEDD) à Tamatave.
* Une formation à la carte au sein de 4CLIMATE pourrait être intéressante et complémentaire à ce que l’Université propose actuellement. Ceci pourrait également être « vendable » auprès des bénéficiaires et donc être intégré dans la stratégie de financement du Centre. Ces formations à la carte pourraient également venir en complément pour les étudiants des formations diplômantes offertes par l’Université.
* Le corps enseignant de l’Université pourrait également être une cible potentielle pour des formations particulières. Par exemple, l’Université d’Antananarivo est actuellement partenaire de l’Académie de recherche et d’enseignement supérieur (ARES) qui fournit un appui pour les approches pédagogiques et les modes d’enseignement.
  1. Direction d’Appui aux OP du monde rural (DAOPMR)
* Le conseil agricole est en pleine restructuration au moment où une nouvelle loi portant la chambre d’agriculture sera prochainement présentée.
* Il existe environ 105 CSA (environ un CSA par district environ) répartis dans Madagascar et actuellement gérés par des ONG. Ils seront intégrés dans les chambres d’agriculture. Environ trois personnes travaillent actuellement par CSA, soit environ 300 techniciens sur le territoire. L’objectif serait d’avoir environ cinq personnes par district ou par CSA.
* Le CSA de Brickaville (près de Tamatave) est une bonne vitrine des CSA existants. Il pourrait éventuellement être visité lors d’une seconde mission pour contribuer à l’évaluation des besoins de formation propres aux techniciens en agriculture.

1. Secteurs, cibles et besoins prédéfinis

À la suite des consultations préliminaires, les secteurs prioritaires qui ont été prédéterminés sont les suivants :

* Conservation de la biodiversité (spécificités écosystémiques de Madagascar);
* Énergie;
* Agriculture, y compris gestion de l’eau;
* Mines;
* Adaptation : i) la transformation économique vers une économie plus résiliente et transformatrice; ii) l’agriculture et l’agro-industrie; iii) l’énergie; iv) la conservation de la biodiversité.
* Multisecteurs et multiacteurs;
* Populations à la base : communautés, communes et districts (possibilité d’un centre de formation mobile).

Le tableau ci-dessous présente les cibles et besoins qui ont été prédéfinis lors de ces consultations.

Tableau 1 – Cibles et besoins prédéfinis

|  |  |
| --- | --- |
| **Cibles prédéfinies** | **Besoins prédéfinis** |
| Un cursus propre pour les techniciens des ministères, la société civile et le secteur privé | * Programme qualifiant sur les CC qui viendrait complémenter les formations diplômantes dispensées par l’Université (notamment le Master ABC de l’ESSA) * Formations à la carte (2 ou 3 jours) et formation plus pointue (cours du soir ou formation duale) |
| Administration du territoire | * Pourrait cibler en particulier : l’Ecole Nationale d’Administration de Madagascar (ENAM), l’Institut National de la décentralisation et du développement local (INDDL) ou encore l’Institut Malgache de la Planification (IMATEP) pour intégrer l’aspect des CC dans leur curricula et former les formateurs de ces centres sur les CC * Recycler les anciens diplômés de ces structures avec une formation sur l’administration du territoire et les CC |
| CSA et leurs vulgarisateurs agricoles afin de diffuser ensuite les formations aux producteurs | * CC et agriculture : impact sur les productions agricoles à Madagascar, modélisation de l’évolution des calendriers culturaux des principales cultures * Agriculture de conservation * Agriculture intelligente face au climat (*climate smart agriculture*) |
| Un cursus particulier pour les communautés locales, avec une entrée spécialement axée sur la sensibilisation | * Campagnes de sensibilisation à mener auprès des communautés locales pour permettre une meilleure compréhension de la problématique des CC et diffuser les actions pilotes d’adaptation qui ont été testées et capitalisées * Envisager une structure mobile pour permettre la réalisation de ces campagnes dans divers endroits de Madagascar |
| Enseignants | * Renforcement des compétences des enseignants grâce au recyclage permanent * Cibler dans un premier temps les enseignants des écoles partenaires GLOBE |
| Personnel des stations météorologiques | * Donner une formation sur les modèles climatiques, et les prévisions à moyen et long termes, afin qu’ils puissent donner des conseils localement |

1. Réflexions préliminaires sur le montage institutionnel et organisationnel

L’administration doit jouer un rôle dans la création et la gestion de 4Climate pour favoriser l’appropriation et la légitimité du Centre, mais également pour permettre qu'il conserve une certaine indépendance.

Le Centre devra avoir un statut juridique propre (EPIC, EPAC, GIE, GIP, association, ONG ou fondation), piloté par un conseil d'administration ou un comité de pilotage multi acteurs, basé sur le modèle d’adhésion du GTCC. Ce conseil d’administration comprendrait au minimum le BNCCC, la Direction de l'Enseignement Supérieur et l'ONG Maharitra. Une haute direction devra animer et coordonner les activités du Centre.

Le Centre devra, au démarrage de ses activités, utiliser et louer des bâtiments existants afin de limiter ses coûts de mise en place. Un bâtiment disposant dans un premier temps d'un ou deux bureaux et d'une salle de formation de 30 m2 ou 40 m2 serait suffisant pour démarrer les activités du Centre. Au départ, des partenariats pourraient être envisagés avec des structures existantes telles que le laboratoire de radio-isotopes qui dispose d'une salle de formation tout équipée (y compris la visioconférence) et qui organise des universités d'été, ou encore l'ESSA qui héberge le master ABC.

1. Recommandations

Plusieurs recommandations ont été émises par les acteurs lors de ces premières consultations. Elles sont relatives aux prochaines étapes de la mise en œuvre de cette AT, mais également pour la création future de 4CLIMATE :

* Il existe un Réseau d'Éducateurs Professionnels pour la Conservation (REPC) à Madagascar qui pourrait être mobilisé pour la mise en place de 4Climate[[1]](#footnote-1). Des représentants de ce réseau pourront être rencontrés lors de la prochaine mission (WWF).
* 4CLIMATE pourrait être le point de rencontre des différents acteurs actifs sur les changements climatiques à Madagascar. Le Centre devrait assurer la synergie et la coordination entre les différents acteurs qui interviennent dans les actions de formation et de renforcement des capacités sur les CC.
* Il est nécessaire de faire une synthèse des curricula existants et des formations qui ont été réalisées.
* Il est primordial de construire des partenariats : formation en réseau avec d'autres acteurs qui pourraient diffuser les formations à différents niveaux.
* Il serait intéressant de voir dans quelle mesure un tel centre pourrait jouer un rôle de groupe de réflexion sur les questions relatives à l’énergie et au développement économique, en suivant le modèle du Groupe de réflexion énergétique (GRE) actuellement hébergé par la GIZ.
* La sensibilisation et la formation des Communautés de Base doivent être réalisées grâce à des supports visuels pour en garantir l'appropriation. Les outils de formation doivent être en malgache, et certaines formations doivent être de longue durée.
* Il convient de voir avec la facilité d'innovation pour le secteur privé (FISP) (climat) du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) si le financement d'un tel centre serait admissible.
* 4Climate pourrait-il jouer le rôle de prestataire de services pour d'assurer sa pérennité financière?
* La DGM pourrait intervenir au sein du Centre pour traiter des aspects liés à l'observation du climat et à la modélisation.
* Le Centre devrait permettre de changer les mentalités pour les gens comprennent mieux les prévisions météorologiques.
* Il y a un besoin de proximité pour permettre de faire passer le message des techniciens aux communautés. Le Centre doit être situé dans des quartiers populaires.
* Il faut encourager les échanges et la participation des enseignants et des chercheurs dans les formations de 4CLIMATE.
* Il est recommandé de se limiter à des formations qualifiantes. L'Université dispense déjà des formations diplômantes « habilitées ». L'habilitation est un processus relativement complexe.
* La seconde mission pourrait envisager de visiter une ville secondaire, comme Tamatave, afin d’y rencontrer des acteurs actifs à l’échelle régionale et de compléter la première analyse des besoins et des cibles qui a été commencée. Se concentrer sur Tamatave permettrait également de visiter un CSA (p. ex. celui du District de Brickaville), ainsi que de visiter les centres et instituts actifs dans cette ville.

1. Calendrier de mission et liste des personnes rencontrées



1. Disponible en ligne : <http://mg.chm-cbd.net/objectifs-d-aichi/strategique/objectif-1/mise-en-oeuvre-objectif-1-au-niveau-national/reseau-des-educateurs-et-professionnels-de-la-conservation-a-madagascar> [↑](#footnote-ref-1)